



EGIARI ZOR (DEVOIR DE VÉRITÉ)

Document fondateur

Durant ces derniers siècles, Euskal Herria a été nié et attaqué; c'est pendant les années qui ont suivi l'insurrection militaire de 1936 que les violations de droits et crimes de toutes sortes ont été les plus nombreux. Il y a dans ce pays un conflit politique aux profondes racines, impulsé par l'imposition et la violence des États espagnol et français. Ces cinquante dernières années, il y a eu aussi un conflit armé, qui a entraîné la mort de centaines de personnes, et des blessures, des tortures, des incarcérations ou des menaces pour des milliers d'autres. En plus des droits individuels, les droits collectifs et politiques aussi ont été gravement dégradés, ce qui a transformé un système politique et institutionnel issu du franquisme en un autre encore moins démocratique. Les États, pour violer les droits et pour imposer leur système ne se sont pas contentés d'utiliser des stratégies répressives, ils ont aussi nié le conflit politique et dissimulé ses conséquences de façon permanente.

Nous qui signons ce texte, sommes des proches de personnes assassinées ou tuées ou avons été blessés ou torturés dans ce contexte. Ces cinquante dernières années, la source de la répression subie, en lien avec le conflit, par des secteurs sociaux, professionnels et par une large part de la société a été indiscutable. Nous, qui savons que le conflit a aussi frappé de nombreuses autres personnes, voulons revendiquer la mémoire et la dignité pour tous ceux qui, durant la période dont nous parlons, ont été tués, blessés ou torturés. Comme nous comprenons la douleur de ceux qui ont perdu un proche à cause de la lutte armée, avec une sensibilité égale à celle de leur souffrance, nous demandons le respect de la mémoire pour nous et pour tous ceux qui ont subi la répression des États.

Nous acceptons la souffrance des autres, mais nous ne demandons pas la comparaison entre les personnes touchées par des violences différentes. En ce qui concerne le traitement, on ne peut pas trier les victimes en fonction des auteurs des violations de droits ou des différentes époques. Ce sont les mêmes violations, elles doivent être reconnues et réparées de la même façon. Mais de la même façon que nous n'acceptons pas la discrimination entre les morts ou les souffrances, l'homologation et la parité entre toutes les personnes mortes en conséquence du conflit ne correspond pas à notre point de vue.

Au regard de la situation politique actuelle, nous voulons critiquer la Commission des Victimes de Violences Policières du Parlement de la CAV. De même que la collection d'initiatives institutionnelles, basées sur la rhétorique du vainqueur et du vaincu, qui séparent les victimes de premier et de second niveau et qui veulent devenir dans un avenir proche la seule version de notre histoire. Nous les dénonçons parce qu'elles sont partiales, limitées dans le temps, sources d'exclusion et complices de l'impunité. Les partis qui y prennent part méprisent la réalité et tronquent ou déforment la vérité. Tant que certains acteurs politiques et sociaux n'admettront pas la responsabilité des États dans ce domaine, le récit qui sera fait de l'histoire d'Euskal Herria sera partiel, erroné. Il sera mensonger.

Nous qui signons ce communiqué avons décidé de créer la **fondation EGIARI ZOR** pour résoudre les inquiétudes que nous venons d'évoquer. Les bases de l'action et de l'expression publique de la Fondation seront les suivantes :

1.- Les objectifs de notre action seront le respect, l'obtention de la vérité totale, la reconnaissance et la réparation. La Fondation s'efforcera de faire connaître et partager la réalité que nous avons subie, dans les paramètres de la résolution du conflit. De cette façon, nous voulons ouvrir un chemin constructif et résolutif, recherchant et atteignant des objectifs précis à chaque phase et étape du processus ouvert en Euskal Herria. Dans ce but, nous solliciterons sans cesse les acteurs politiques, syndicaux et sociaux, les organisations, les médias. Nous n'accepterons pas que notre version de l'histoire ne soit pas prise en compte.

2.- Parce qu'ils ont souffert de graves violations des droits humains, nous exigeons la reconnaissance de la nature de victime pour la mémoire de ceux qui ont été tués et pour tous ceux qui ont été touchés, de même que la reconnaissance pleine et entière au niveau institutionnel et au niveau social. De la même façon, **les États, les organisations et la majorité des partis politiques devront reconnaître la responsabilité qu'ils ont eue dans la violation des droits humains** ; par exemple dans la guerre sale, avec la torture, les violences policières, la déportation, la politique carcérale, etc. Tant qu'ils ne le feront pas, le rappeler sans cesse sera notre tâche.

3.- Dans la recherche de la vérité totale, **la Commission de la Vérité sera un instrument essentiel.** Pour que son travail soit efficace, et pour qu'elle soutienne la cohabitation démocratique, il faudra la composer en tant que commission indépendante, ayant l'ensemble d'Euskal Herria pour référence et qui devra prendre en compte tout ce qui s'est produit depuis l'insurrection militaire de l'époque de Franco. Elle devra se baser sur la justice transitionnelle ou sur la justice pour la résolution et sur les critères prévus par les lois internationales dans le domaine des droits humains. Nous prenons publiquement l'engagement de porter notre vérité dans ce cadre.

4.-La réparation et la justice sont étroitement liées. Quoi qu'il advienne, la réparation ne sera jamais totale, rien ne nous ramènera ceux qui ont été tués. Nous exigeons, cependant, le respect des règlements et systèmes de réparation prévus par la loi internationale dans les domaines sociaux, institutionnels et économiques. **En ce qui concerne la justice, nous ne croyons pas dans les tribunaux espagnols et français et nous n'espérons rien de leur part** ; leur mépris a été évident toutes ces longues années. La pseudo justice qui a provoqué la mort de nos proches et la violation de nos droits ne garantira pas nos droits à l'avenir. Quoi qu'il en soit, nous pousserons le chemin de l'enquête et de la présentation des plaintes devant les instances adéquates, dans la mesure où elles sont efficaces pour faire la vérité sur les sombres événements, les faux suicides ou pour retrouver les disparus. Nous fournirons le plus grand effort possible pour connaître toute la vérité.

5.- Nous exprimons notre total engagement pour donner une résolution au conflit encore en vigueur. Les raisons et les conséquences du conflit étant politiques, nous travaillerons pour obtenir un accord politique et démocratique qui rendra possible la résolution du conflit. La résolution qui rendra possible la cohabitation ainsi que la reconnaissance et la garantie des droits de tous. La résolution politique devra être construite par tous les acteurs et organisations qui représentent la société basque. Notre contribution a son sens dans cet avenir, sans volonté de conditionner le processus ou d'y mettre de tuteur. C'est ce que nous défendons, et c'est pour cela que nous travaillerons, car c'est selon nous le seul moyen pour que les violences et la souffrance que nous avons subies ne se reproduisent pas. L'accord politique définira une résolution juste et partagée. C'est ni plus ni moins ce que voulaient les personnes que nous aimons le plus, et ce sont elles qui nous ont poussés à faire ce pas en avant, comme toujours.

Pour finir, **nous appelons tous ceux qui ont subi la violence des États et dont les droits ont été violés à se joindre à ce communiqué** (www.egiarizor.org). Pour connaître toute la vérité, nous appelons à recueillir village par village toutes les conséquences de la répression et à faire la liste de ceux qui en ont été victimes.